



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 50 du 15 au 25 octobre 2024



RENFORCER L'EUROPE : Les recommandations du Mouvement Européen International !

Devant les défis de la crise climatique et les menaces pesant sur la démocratie dans des tensions géopolitiques croissantes dans le monde, avec une compétition économique mondiale intensifiée, la Commission européenne entame un nouveau mandat à la recherche de solutions européennes. A cette fin, le Mouvement Européen International propose les recommandations suivantes :

Défendre notre démocratie et nos droits : En protégeant les droits humains pour tous et en défendant l'état de droit. Renforcer la liberté et le pluralisme des médias ainsi qu'augmenter le financement des organisations de la société civile. Organiser des panels et conférences citoyennes pour l'élaboration des politiques de l'UE. Renforcer et protéger les droits numériques des citoyens européens.

Défense et sécurité : Proposer une intégration politique avec une prise de décision efficace entre Etats membres pour créer une Union de la défense européenne. Stimuler la transformation industrielle de l'UE pour le renforcement des capacités de défense. Renforcer les frontières extérieures de l'UE en révisant les politiques migratoires avec un mécanisme de solidarité.

Prospérité et compétitivité : Faire de la mise en œuvre du pacte vert européen (Green deal) une priorité. Réaliser une union des capitaux et donner des suites avec des actions concrètes du rapport Letta. Augmenter la part des ressources propres de l'UE et du budget européen pour répondre aux grands défis socio-économiques. Comme le souligne le

rapport Draghi, émettre des dettes conjointes pour augmenter la capacité d'emprunt de l'UE.

Équité sociale : Renforcer la dimension sociale du marché unique pour promouvoir une croissance inclusive, la justice sociale et l'égalité des chances pour tous. Faire progresser la justice sociale et l'égalité en Europe en mettant en œuvre le Pilier européen des droits sociaux. Intensifier les efforts pour une économie positive, une répartition équitable des richesses et une protection sociale plus forte et plus intelligente.

Être un leader global et agir local : Réviser la stratégie industrielle de l'UE et diversifier les chaînes d'approvisionnement. Fournir une perspective d'élargissement crédible avec un calendrier clair pour les pays respectant la démocratie, l'état de droit et les droits humains dans le processus d'adhésion.

La Commission européenne doit prioriser les réformes institutionnelles nécessaires pour construire une Union plus efficace, transparente et représentative. Avec le Conseil européen, elle doit se joindre au Parlement européen pour "une Convention pour réformer les traités de l'UE" pour répondre aux besoins des citoyens européens devant les bouleversements du monde et réussir son élargissement.

Source : Site du Mouvement Européen -International <https://europeanmovement.org/empowering-europe/>



**European
Movement
International**

POLITIQUE MIGRATOIRE : Le durcissement du Conseil européen !

Le 17 octobre 2024, les 27 chefs d'Etats et de gouvernements ont accéléré la mise en œuvre du Pacte asile et migration adopté le 14 mai 2024, tout en réclamant des décisions en urgence pour accélérer et améliorer l'effectivité des retours des migrants irréguliers vers leur pays d'origine...! La presse européenne constate que "Les derniers tabous sur la politique communautaire d'asile et d'immigration volent en éclats" et "les dirigeants européens embrassent désormais des idées et des revendications jusque-là réservées à l'extrême droite et aux eurosceptiques". De plus en plus d'Etats membres exigent un durcissement de la politique européenne en matière d'immigration, malgré la

baisse de 42% des entrées irrégulières (estimées à 53 270 en 2024) par rapport à l'année dernière.

Deux jours avant ce Conseil Européen, Mme Ursula von der Leyen a annoncé des mesures pour renforcer la politique migratoire de l'UE en favorisant les expulsions des migrants en situation irrégulière. Aujourd'hui moins de 20% des décisions d'expulsions de migrants en situation irrégulière sont suivies d'effet. La Présidente de la Commission européenne prévoit des obligations claires de coopération pour les personnes renvoyées avec la volonté de rationaliser efficacement le processus de retour par une coopération renforcée avec les pays tiers concernés par la diplomatie, le développement et le commerce, mais aussi en durcissant l'octroi des visas à des pays récalcitrants. Lors de la réunion des ministres de l'intérieur le 10 octobre 2024 à Luxembourg, plusieurs pays européens ont réclamé une révision de "la directive retour" de 2008 qui harmonise les règles en matière de reconduction aux frontières. 15 pays ont évoqué le transfert des migrants dans des centres d'accueil de pays tiers et l'Italie expérimente déjà un "hug de retour" en Albanie.

Le 12 octobre 2024, le Premier ministre polonais a annoncé son intention de suspendre temporairement le droit d'asile du fait que la Russie et la Biélorussie tente d'instrumentaliser l'afflux de migrants dans une attaque hybride en vue de déstabiliser la Pologne et toute la région de l'Union européenne. Dans un communiqué le Conseil Européen a indiqué " La Russie et la Biélorussie, ou tout autre pays, ne pouvaient pas être autorisées à abuser de nos valeurs, y compris du droit d'asile, et à saper nos démocraties". Les Etats membres réclament de nouveaux accords de partenariats sur le modèle de ceux négociés avec la Tunisie, l'Egypte ou la Mauritanie contre une aide au développement pour ceux -ci contrôlent mieux les départs et des discussions vont avoir lieu avec le Sénégal et le Mali sur ce sujet, mais que restera-t-il du droit d'asile dans l'Union européenne d'ici quelques années ?

Source : Tout l'Europe du 18 octobre 2024

Etats -Unis et Europe : Quelles relations depuis 2020 ?

A la veille des élections américaines du 4 novembre 2024 qui voient s'opposer la démocrate Kamala Harris et le républicain Donald Trump, quelles furent les relations entre les USA et l'Union européenne pendant le mandat de Joe Biden de 2020 à 2024. Après les 4 années précédentes difficiles sous la présidence américaine de Donald Trump avec les taxes sur l'acier et l'aluminium mais aussi le conflit entre Airbus et Boeing et ces dossiers ne sont pas clos et ils peuvent ressurgir dans un proche avenir. Les relations se sont nettement améliorées depuis l'investiture de Joe Biden en janvier 2021 qui a renoué avec

le multilatéralisme (ONU- Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Organisation Mondiale de la Santé) en réintégrant l'accord de Paris sur le climat même si de tensions subsistent sur les aspects commerciaux et la rivalité stratégique avec la Chine.

L'invasion russe de février 2022 suivie de la guerre en Ukraine a resserré les liens entre les USA et l'Europe comme l'a dit Mme Ursula von der Leyen Présidente de l'Union européenne le 25 mars 2022 " le partenariat transatlantique est plus fort et plus uni que jamais. Et nous sommes déterminés à nous opposer à la guerre brutale de la Russie" et ensemble, les alliés ont imposé des sanctions aux Russes et soutenu les Ukrainiens. L'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord, une alliance militaire et politique visant à garantir la sécurité de ses 32 pays membres) a un rôle décisif dans la défense européenne et vient d'accueillir 2 nouveaux membres, la Finlande et la Suède. En fonction des résultats des prochaines élections américaines, le soutien des USA à l'Ukraine peut être compromis !

En 2023, le partenariat commercial entre l'UE et les Etats Unis atteint plus de 1,6 milliards d'€ avec des stocks d'investissements bilatéraux s'élevant à 5 milliards d'€, mais l'Inflation Reduction Act (plan de 370 milliards \$ adopté en 2022 de subventions et de crédits d'impôts pour les industries vertes installées aux USA) a des conséquences pour l'Europe avec des délocalisations d'entreprises européennes sur le territoire américain. Les sanctions américaines contre les semi-conducteurs chinois mettent en difficulté l'UE qui veut préserver ses relations commerciales avec la Chine et ne pas froisser son allié américain. Les relations entre les Etats Unis et l'UE ont connu une réelle embellie sous Joe Biden, même si l'Union européenne n'est pas au cœur du programme de Kamala Harris, en cas de victoire, elle devrait poursuivre la politique menée depuis 2021.

Source : Tout l'Europe du 15/10/2024